

BELKACEM R. et PIGERON-PIROTH I. (dir.), *Le travail frontalier au sein de la Grande Région Saar-Lor-Lux*, Nancy, PUN-Editions universitaires de Lorraine, 2013. 502 p.

Note de lecture de Vincent Goulet

Université de Lorraine, Crem et Sage, Strasbourg

Cet ouvrage collectif, qui reprend 24 communications issues de différents séminaires, a pour objet le travail frontalier : ses formes, ses transformations et ses effets sur les territoires. L'ensemble se présente comme un vaste état de l'art sur ces questions, mobilisant diverses disciplines et cadres théoriques, depuis la théorie du choix individuel rationnel, plus ou moins pondérée par des considérations culturalistes, jusqu'à une approche en terme d'identité sociale en passant par des perspectives sociologiques ou linguistiques. Comme tout ouvrage collectif, l'apport des différentes contributions est inégal, certaines se limitant à une approche descriptive, mais le grand mérite d'un tel livre est de dresser un panorama assez complet de la situation de la Grande Région, de permettre quelques comparaisons avec d'autres espaces frontaliers (comme les Flandres ou le Rhin Supérieur) et de replacer cette question dans des réflexions plus générales sur les frontières.

Il n'est guère possible ici de présenter toutes les contributions, aussi présenterons-nous de manière thématique certains résultats que l'on peut dégager de cette « somme documentaire ».

Les problèmes de définition des travailleurs frontaliers et de leur comptage sont abordés par plusieurs chapitres : la définition communautaire généralement employée (« personne qui exerce une activité salariée ou non salariée dans un État membre et qui réside dans un autre État membre où elle retourne en principe chaque jour ou au moins une fois par semaine ») peine à saisir les formes « atypiques » de travail frontalier : intérimaires détachés, fonctionnaires internationaux, personnes qui s'installent en pays voisin tout en gardant leur travail dans leur pays d'origine. L'ouvrage souligne à juste titre les problèmes de construction statistique de l'objet dues à la différence des systèmes réglementaires et statistiques nationaux.

On constate combien les questions géographiques restent prégnantes pour saisir le fait frontalier : distance entre lieu de résidence et de travail, accessibilité en termes de temps, états des réseaux de communication (congestion des routes, manque de transports en commun) mais aussi articulation entre les espaces vécus, plus ou moins harmonieuse selon des facteurs sociaux comme le degré de qualification et le type de travail, la situation familiale ou l'ancienneté du statut de travailleur frontalier. Les problèmes de logement mais aussi de fiscalité (détermination d'une zone frontalière de 10 à 30 km pour éviter la double imposition) contribuent à faire de ces questions géographiques des questions sociales.

Viennent ensuite les facteurs linguistiques et culturels, qui débouchent sur la délicate question des identités sociales individuelles et collectives, ou encore celle des représentations de l'Autre, le travailleur frontalier étant finalement une forme particulière de travailleur immigré. Plusieurs chapitres documentent ces thèmes : perception et acceptation des travailleurs frontaliers par la société d'accueil, construction par le groupe frontalier d'une représentation collective, usage des langues comme mode de « management identitaire ». La tertiarisation de l'économie semble renforcer la barrière des langues en exigeant une maîtrise croissante des langues bureaucratiques européennes.

Les différences de classes sociales sont particulièrement importantes dans les façons de vivre la condition de travailleur frontalier. De manière très fine, elles déterminent la gestion de l'espace frontalier selon les ressources disponibles permettant la mobilité (usage d'un dialecte commun, connaissance des langues, habitus migratoire, organisation de la mobilité par l'employeur, réseaux de recommandations) et les incitations à passer la frontière (différentiel de salaires, possibilités d'éviter le chômage, opportunités de carrière). On pourra regretter que cette approche en termes de classes sociales, souvent évoquée par les contributions, ne soit pas plus systématiquement développée.

Enfin, plusieurs textes abordent le thème de la construction institutionnelle de la Grande Région, qui laissent percer une critique de la complexité et du manque de lisibilité de ces instances de coopération, enchevêtrées à de multiples niveaux et sans grand pouvoir de décision. Au périmètre flou de la Grande Région s'ajoute la promotion d'un « polycentrisme métropolitain » qui n'apparaît guère opérationnel. Ainsi, malgré une intense activité de réunion et de communication, le niveau politique semble très en retrait sur les processus fonctionnels qui dessinent peu à peu les contours d'une région de plus en plus partagée au niveau de la vie quotidienne d'une part croissante de ses habitants. La lenteur du développement des infrastructures de communication est ici pointée, tout comme les difficultés persistantes à dépasser les particularismes nationaux dans les systèmes de formations et de diplômes. Il apparaît que l'éducation et la transmission des compétences restent des domaines où la détermination de la valeur se fait selon des codes culturels bien distincts, ce qui entraîne une difficile mise en équivalence pour créer un véritable marché transfrontalier de l'emploi.

Axé sur l'étude des travailleurs, l'ouvrage donne de manière inattendue peu de place à l'étude précise des transformations de l'appareil productif de la Grande Région et à l'évaluation, au-delà des différentiels fiscaux et du coût du travail, de la compétitivité globale de la zone et de son insertion dans l'économie européenne. Le rapport entre infrastructure et superstructure, qui aurait pu être éclairant, est ici négligé au profit d'une approche centrée sur les pratiques et les représentations. Une présentation des auteurs et l'indication de leur appartenance disciplinaire auraient pu être utiles pour mieux comprendre les perspectives choisies. Malgré ses limites, cette somme sera sans aucun doute, pour quelques années au moins, une référence précieuse pour toute personne œuvrant dans le domaine transfrontalier ou pour les chercheurs étudiant ces territoires interstitiels, tout à la fois singuliers et résolument européens.